

**STDF – FORMULAIRE DE DEMANDE DE DONS
POUR L'ÉLABORATION DE PROJETS (DEP)**

Le Fonds pour l'application des normes et le développement du commerce (STDF) accorde des dons pour l'élaboration de projets (DEP), d'un montant pouvant aller jusqu'à 50 000 dollars EU, aux fins suivantes (seules ou en association):

- application d'outils d'évaluation des capacités SPS et d'établissement de priorités en la matière;
- réalisation d'études de faisabilité précédant l'élaboration du projet, afin d'évaluer l'impact potentiel et la viabilité économique des propositions quant à leurs coûts et avantages escomptés; et/ou
- élaboration de propositions de projet susceptibles d'être financées par le STDF ou d'autres donateurs.

Les demandes de financement qui satisfont aux critères d'admissibilité du STDF sont examinées par le Groupe de travail du STDF, dont dépend la décision finale. Vous trouverez tous les renseignements nécessaires sur les critères d'admissibilité et autres prescriptions dans la *Note d'orientation pour la présentation de demandes de financement*, disponible sur le site Web du STDF (www.standardsfacility.org). Veuillez lire la *Note d'orientation* avant de remplir le présent formulaire. Les demandes dûment établies devront être envoyées par courrier électronique (sous forme de documents Word) à l'adresse suivante: STDFSecretariat@wto.org.

Titre du projet pour lequel le DEP est demandé	Prioriser les actions sanitaires et phytosanitaires, et les filières à appuyer, à Madagascar
Budget demandé au STDF	50.000 USD (cinquante mille US dollars)
Nom complet et coordonnées de l'organisation ou des organisations requérante(s)	Ministère auprès de la Présidence en charge de l'Agriculture et de l'Elevage (MPAE) BP 301 Anosy –Antananarivo 101 Madagascar
Nom complet et coordonnées de la personne à contacter	Dr Maharavo Rahantamalala Clarisse Négociateur National sur les questions SPS Email : maharavoclarisse@gmail.com Tel : +261-34-05-610-23 ou Dr Ranaivoarimanana Lalatiana Olivia Chef de Division Import/Export Service Santé Publique Veterinaire Direction des Services Veterinaires email ralala8@yahoo.fr Tel : +261-34-11-091-28

I. CONTEXTE ET RAISON D'ÊTRE

1. *Quel est l'objet du DEP? Expliquez s'il est demandé pour: i) appliquer un outil d'évaluation des capacités SPS ou un outil d'établissement des priorités SPS; ii) réaliser une étude de faisabilité (préalable à l'élaboration du projet) afin d'évaluer l'impact potentiel et la viabilité économique des propositions quant à leurs coûts et avantages escomptés; et/ou iii) élaborer une proposition de projet susceptible d'être financée par le STDF ou d'autres donateurs?*

Le secteur Agriculture incluant la pêche constitue un des secteurs clés de l'économie de Madagascar et ses exportations sont constituées jusqu'ici par une part importante des produits agricoles et de la pêche. Et dans le cadre de la relance économique, le développement des exportations est considéré comme un des leviers d'entraînement de la croissance économique. Pour y parvenir, le pays s'est doté en 2014 d'un document de référence, le Programme National de Développement qui est décliné en Programme Sectoriel Agriculture, Elevage et Pêche (PSAEP) pour le secteur. Ce dernier est la transposition du CADDP de l'Union Africaine dans le contexte malgache. Le Programme PSAEP ainsi que la Lettre de Politique de l'Agriculture, de l'Elevage et de la Pêche (LPAEP) ont été élaborés avec l'appui du COMESA et validés en 2015 par l'ensemble des parties prenantes. Ils sont devenus ainsi les documents de référence pour le pays concernant le secteur Agriculture, Elevage et la Pêche (AEP).

Malheureusement, le pays continue à faire face à des difficultés pour accéder à certains marchés de destination de ses produits d'exportation suite au non respect des exigences SPS des pays importateurs. En effet, malgré l'existence de nombreux appuis mis à disposition du secteur AEP, le budget alloué aux activités sanitaires et phytosanitaires en vue de la mise en conformité aux normes internationales reste insuffisant. En même temps les priorités nationales pour l'amélioration de la qualité sanitaire/phytosanitaire des aliments produits au niveau national n'ont pas été clairement définies.

Ainsi, l'objet de la présente DEP est prioriser les actions, les activités et les filières à appuyer selon l'outil élaboré par le STDF (Établissement de priorités en matière d'investissements dans le domaine SPS pour l'accès aux marchés (P-IMA), fondé sur l'analyse décisionnelle multi-critères. L'application de P-IMA permettra aux autorités malgaches d'utiliser plus efficacement des ressources peu abondantes pour soutenir la capacité SPS, et de rendre plus transparentes et plus responsables les décisions en matière d'affectation des ressources. Ce travail contribuera aussi à un dialogue public privé plus facile sur les questions SPS et une meilleure sensibilisation politique aux avantages de l'investissement dans les capacités SPS.

Les priorités seront utilisées pour:

- fournir des données plus convaincantes en faveur de l'élaboration de projets SPS
- guider l'élaboration d'un plan d'action national visant à renforcer les capacités SPS, à partir de données claires et cohérentes montrant les effets des investissements potentiels sur le commerce et sur d'autres aspects
- améliorer les processus de planification et de prise de décisions dans le domaine SPS

Alors les conclusions de l'application de P-IMA, une fois validé, deviendra un outil d'aide à la prise de décision pour les membres du Comité National SPS, les décideurs politiques (au niveau national et régional), ainsi que pour les partenaires techniques et financiers.

2. *Présentez les principaux problèmes et/ou possibilités dans le domaine SPS qu'il convient de prendre en considération. Précisez en quoi ces questions sont importantes, en particulier au regard de l'accès aux marchés et de la réduction de la pauvreté. Décrivez, s'il y a lieu, en quoi ces questions sont liées aux priorités SPS mises en évidence par l'Étude diagnostique sur l'intégration du commerce (EDIC) du Cadre intégré renforcé, les résultats des évaluations des capacités dans le*

domaine SPS, les stratégies nationales de réduction de la pauvreté, les stratégies ou politiques de développement sectorielles, etc. Voir la question n° 7, points b) à d), de la Note d'orientation.

- Mauvaise répartition du budget alloué entre les Directions œuvrant dans les activités de vulgarisation de la production agricole et les Directions en charge des questions SPS. Juste une part infime est allouée à ces dernières.
- Mauvaise répartition du budget alloué aux Autorités compétentes en charge des questions SPS dans les 3 sous secteurs, le sous secteur Pêche est doté plus de moyens que les deux autres suite à un mécanisme financier mis en place depuis 2005 qui a permis l'amélioration de la performance de ce sous secteur après l'embargo de 1997.
- Insuffisance du personnel qualifié et de matériels techniques appropriés mis à disposition des Autorités compétentes en charge des questions SPS.
- Insuffisance d'infrastructures analytiques pour appuyer ces Autorités compétentes dans le contrôle de la qualité des denrées alimentaires mises sur le marché ainsi que dans la surveillance des maladies et des ravageurs à impact économique grave.
- Cadre juridique obsolète et insuffisant qui régit encore le système d'inspection et de certification phytosanitaire des produits végétaux destinés à l'exportation.
- Cadre juridique peu développé pour le contrôle sanitaire des produits végétaux.
- Des pratiques à l'origine des lourdeurs administratives persistent au niveau des Services officiels et entravent la compétitivité de nos produits sur les marchés de destination.

Ces lacunes ou défaillances ont été identifiées durant la mise à jour de l'EDIC en 2015 et ont fait l'objet de recommandations. Elles sont en partie la cause de nombreux cas de refoulement qui affectent les recettes d'exportation (puis les revenus des producteurs).

3. *Quelles organisations gouvernementales, privées, universitaires ou autres soutiennent la demande de DEP? Des lettres de soutien de chacune de ces organisations, seraient un atout (appendice 1). Voir la question n° 7, point e), de la Note d'orientation.*

Les entités membres du Comité National SPS telles que les Autorités compétentes en charge des questions SPS, les groupements des exportateurs, le Syndicat des industries et le Consortium des laboratoires agroalimentaires (CLAM) soutiennent la demande de DEP. Les lettres de soutien de la Plate Forme Vanille, du CLAM et de l'Association des consommateurs GARDUC sont jointes dans l'annexe 1 et pour les autres, elles vous seront communiquées ultérieurement.

4. *En quoi ce DEP complète-t-il ou renforce-t-il les programmes nationaux et/ou les projets financés par des donateurs, passés, en cours et/ou planifiés? Voir la question n° 7, point f), de la Note d'orientation.*

Effectivement la DEP répond aux attentes des donateurs qui, tout en offrant leur soutien, demandent à la partie nationale d'établir un plan détaillé de renforcement des capacités SPS, avec des priorités définies et justifiées. L'utilisation de P-IMA permettra au gouvernement, en collaboration avec le secteur privé, d'identifier les options de renforcement des capacités SPS afin de fournir des données plus convaincantes en faveur de l'élaboration de projets SPS, et pour établir des demandes de financement plus cohérentes avec ordre de priorité et justification quant aux retours probables en l'occurrence l'amélioration des résultats à l'exportation.

En outre, le travail mené sous ce DEP permettra aux autorités responsables pour les domaines SPS de mieux convaincre les ministères chargés de la planification ou des finances, qui gèrent les budgets nationaux, de l'importance d'investir plus pour soutenir la

capacité SPS. Il permettra aussi une meilleure coordination des fonds à allouer aux activités SPS tant par le Gouvernement que par les partenaires financiers.

Comme il a été dit plus haut, cette DEP appuiera sensiblement la mise en œuvre des documents politiques en vigueur (PND, LPAEP/PSAEP). Certains États membres du COMESA ont déjà utilisé le cadre P-IMA pour classer des besoins en capacités SPS par priorité et chiffrer les options d'investissement offrant les meilleurs retours et intégrer les investissements SPS dans les plans d'investissement nationaux visant le secteur agricole dans le cadre du PDDAA. COMESA a encouragé ses États membres à se servir du cadre P-IMA classer par priorité et chiffrer les options d'investissement offrant les meilleurs retours et intégrer les investissements SPS dans les plans d'investissement nationaux visant le secteur agricole dans le cadre du CADDP.

Cette DEP complète les principaux outils sectoriels d'évaluation des capacités dans le domaine SPS, spécifiquement l'outil d'évaluation des capacités phytosanitaires (PCE) et l'outil pour l'évaluation des performances des services vétérinaires (PVS) qui ont déjà été utilisés ou sont en cours d'utilisation: le PVS était appliqué en 2013 et le PCE démarrera en mi janvier 2017 avec l'appui de la CIPV. La mise en œuvre de cette DEP sera inspirée par des efforts déjà faits pour identifier les faiblesses et besoins en matière de capacités SPS et les renseignements existants.

5. *Avez-vous discuté de cette demande de DEP – ou du financement de la proposition de projet qui en résulterait – avec des donateurs potentiels (donateurs bilatéraux, multilatéraux, Cadre intégré renforcé, etc.)? Dans l'affirmative, donnez des précisions et indiquez les sources potentielles de financement du projet final. Voir la question n° 7, point g), de la Note d'orientation.*

Le gouvernement consultera les autres acteurs dans cette DEP et l'application du cadre P-IMA pour établir les priorités, y compris les donateurs et les partenaires de développement, qui peuvent aussi trouver un intérêt dans cette approche. Les priorités seront utilisées pour fournir des données plus convaincantes en faveur de l'élaboration de projets SPS, qui pourront être financés par les donateurs.

Cette DEP sera discutée avec nos donateurs potentiels notamment l'Union Européenne et la Banque Mondiale dans le cadre de la formulation des programmes en cours notamment sur le fonds du 11^{ème} FED pour l'UE et pour deux projets en cours avec la Banque Mondiale, le Pôle Intégré de Croissance (PIC) et la CASEF en appui à la croissance agricole.

6. *Veillez expliquer brièvement en quoi les questions transversales (par exemple l'égalité hommes/femmes ou l'environnement) sont pertinentes pour ce DEP et, s'il y a lieu, comment elles seront traitées.*

L'aspect Genre sera pris en compte dans la mise en œuvre de cette DEP étant donné que le personnel de sexe féminin constitue une proportion importante au niveau des producteurs, des cadres au sein des Autorités compétentes ainsi qu'au niveau des entreprises agroalimentaires.

Le renforcement de capacité analytique des autorités compétentes contribuera à préserver l'environnement contre les maladies et les ravageurs des cultures et des animaux.

II. MISE EN ŒUVRE ET BUDGET

7. *Qui dirigera la mise en œuvre du DEP? Si vous souhaitez proposer des experts nationaux et/ou des consultants internationaux précis, veuillez joindre une copie de leur curriculum vitae et une liste de leurs réalisations (appendice 2). Si aucun nom n'est proposé, le STDF fournira une courte liste de consultants possibles en cas d'approbation du DEP.*

Les Ministères de tutelle des Autorités compétentes en charge des questions SPS en partenariat avec le Bureau du Comité National SPS seront en charge de la mise en œuvre de la DEP.

Un petit groupe de travail chargé d'appliquer le cadre P-IMA sera établi. Ce groupe comprendra des personnes ayant des responsabilités ou des compétences dans les domaines de la sécurité sanitaire des produits alimentaires, de la santé des animaux, de la préservation des végétaux, et du commerce.

Un facilitateur extérieur et neutre sera engagé pour soutenir la mise en œuvre de cette DEP. Ce facilitateur travaillera avec le groupe de travail afin d'expliquer les étapes dans le processus du cadre P-IMA, de faire en sorte qu'il soit appliqué raisonnablement sans parti pris et dans les délais requis, et créer les capacités nécessaires pour mener le travail et mettre le classement à jour, lorsque des besoins spécifiques de renforcement des capacités SPS sont traités et/ou apparaissent, ou lorsque de nouvelles données deviennent disponible.

Au cas où la DEP serait approuvée, nous demandons le Secrétariat du FANDC de nous fournir une liste courte d'experts internationaux, un CV d'un consultant national avec ses réalisations sera également proposé ultérieurement.

8. Dans le tableau ci-après, veuillez décrire les principales activités qui devront être menées à bien dans le cadre du DEP et indiquer les personnes qui en auront la responsabilité. Donnez une estimation du budget nécessaire (par exemple pour les services d'experts nationaux/internationaux, les frais de déplacement et les indemnités journalières de subsistance des consultants, les réunions ou ateliers des parties prenantes, les dépenses générales de fonctionnement, etc.).

Activités	Responsables	PU x nb de jours	Budget (US\$)	estimatif
Collecte de données et consultation des parties prenantes (honoraire)	Consultant national	US\$250 x 30j		7,500
Soutien pour mettre en œuvre le cadre P-IMA, encadrer le groupe de travail, finaliser le projet de rapport (qui sera communiqué aux parties prenantes), discuter, examiner et valider les priorités avec les parties prenantes	Expert international	Honoraire:US\$600 x 30j		18,000
		Voyage international (2 missions):		6,000
		Indemnité (USD200/j à Antananarivo)		4,000

Activités	Responsables	PU x nb de jours	Budget (US\$) estimatif
Collecte de données et consultation des parties prenantes (honoraire)	Consultant national	US\$250 x 30j	7,500
Soutien pour mettre en œuvre le cadre P-IMA, encadrer le groupe de travail, finaliser le projet de rapport (qui sera communiqué aux parties prenantes), discuter, examiner et valider les priorités avec les parties prenantes	Expert international	Honoraire:US\$600 x 30j	18,000
		Voyage international (2 missions):	6,000
		Indemnité (USD200/j à Antananarivo)	4,000
Ateliers national (2) avec les parties prenantes du secteur public / privé, universitaires donateurs, autres organisations, etc.	Expert international Consultant national		8,000
Logiciel D Sight pour le groupe de travail			2,000
Autres dépenses (transports local, etc.)			1,000
			46,500

Pièces jointes : Annexe 1

- Lettre de soutien de la Plate Forme de la filière vanille (PNV).
- Lettre de soutien de l'association de consommateurs GARDUC
- Lettre de soutien du Consortium des Laboratoires Agroalimentaires (CLAM)
- Lettre de soutien du Groupement des Exportateurs de girofle de Madagascar (GEGM)
- Lettre de soutien du Syndicat des Industries de Madagascar (SIM)
- Lettre de soutien de la Direction des Services Veterinaires (DSV)
- Lettre de soutien du Groupe Ramanandraibe